

DÉGRADATION DES CONTEXTES AU SUD : APPEL À LA MOBILISATION



Edito

Sommaire

Édito	1
La coopération: contribution indispensable à la stabilité du monde	
Haïti	2
«Il faut du chaos en soi pour accoucher d'une étoile qui danse»	
Ouganda	3
« La vie dans la rue » L'histoire résumée d'innombrables enfants dépendant de la rue à Gulu	
Salvador	4
Le Salvador, un État de droit fragilisé	

La coopération internationale : contribution indispensable à la stabilité du monde

Le Rapport sur les inégalités mondiales 2022 note que « si les inégalités se sont creusées dans la plupart des pays, les inégalités entre pays se sont (...) amoindries au cours des deux dernières décennies ». Le Sud en effet n'est pas monolithique et le G77 compte aujourd'hui 134 pays qui, entre la Chine et Haïti, la RDC et l'Indonésie ou la Colombie, n'ont pas grand-chose en commun.

Sous la pression de régimes autoritaires tels que la Russie et la Chine, les Etats du BRICS relativisent le multilatéralisme et les valeurs à la base de l'ONU au profit d'un monde dit multipolaire, affaiblissant les possibilités de gérer les enjeux globaux.

Pendant ce temps, une partie importante de l'humanité reste privée d'accès aux soins de base, dispose de moins de 6,85 \$ par jour, souffre de pénurie d'eau potable. Un dixième environ des habitant·e·s du monde n'a pas de toit digne de ce nom, n'a pas pu aller à l'école et souffrent de la faim .

De nombreux territoires connaissent une insécurité grave, au point que seule l'aide humanitaire y est encore possible ; l'urgence du quotidien prend alors le dessus sur la co-construction sur le moyen terme. L'arbitraire, la répression politique, la corruption et l'inefficacité bureaucratique restent fortement répandus, et parmi les ODD de l'Agenda 2030, le n° 16 définissant la bonne gouvernance est particulièrement à la peine.

Enfin, le changement climatique, l'érosion des sols, l'affaiblissement de la biodiversité et la concentration dans les villes reflètent des

contextes physiques et sociaux de plus en plus fragilisés.

Les pays d'intervention d'Eirene Suisse, que ce soit en Amérique centrale et au Centre-Est de l'Afrique, connaissent tous des situations de ce type.

Au début des années 1970, les Etats industrialisés s'étaient engagés à consacrer 0,7% de leur RNB à la coopération internationale. Actuellement seuls 5 pays respectent cet objectif et la moyenne de l'OCDE est de 0,37%. En Suisse, le Conseil fédéral propose de ramener la coopération internationale à 0,36% d'ici à 2028.

Cette réduction est irresponsable. Il faudrait, au contraire, augmenter considérablement l'investissement dans le développement durable du Sud, à travers l'agroécologie et la transformation des produits alimentaires, l'économie circulaire, la préservation des sols et une gestion durable des ressources en eau. Veut-on vraiment livrer les populations aux passeurs auxquelles elles remettent leurs dernières économies pour s'échapper d'un destin sans espoir ? Il est temps d'enfin comprendre que la coopération est non seulement un acte de solidarité élémentaire mais un précieux investissement dans la stabilité du monde... et dans le droit de vivre dignement sur ses terres.

René Longet

expert en durabilité et Président de la Fédération Genevoise de Coopération de 2013 à 2022

Haiti

« *Il faut du chaos en soi pour accoucher d'une étoile qui danse* »

En Haïti, 10 juillet 2021. Nous attrapons le premier avion autorisé à survoler l'espace aérien du pays, en état de siège. Le président de la République a été assassiné dans sa résidence privée il y a trois jours. « Au moins quand on arrivera en Europe les gens comprendront qu'on ne vient pas de Tahiti non ? L'évènement a été couvert par les chaînes de télévision du monde entier. »

« *Bonjour, vous arrivez d'où ?*

D'Haïti.

Oh trop coooooool ! C'était bien ?

Heu... D'Haïti... Le président de la République vient d'être assassiné.

Oh ! Vous savez moi je ne regarde pas les mauvaises nouvelles. »

Se protéger. Oui ! Mais les mauvaises nouvelles, aussi lointaines soient-elles, c'est comme les tâches ménagères, il faut bien que quelqu'un s'en occupe. Ça ne disparaît pas par magie. Et quant à celles d'Haïti, à moins d'une catastrophe naturelle dévastatrice comme le tremblement de terre du 12 janvier 2010, d'un massacre particulièrement sanglant ou le détournement d'avions de lignes internationales, on en parle rarement. Ou pire, on utilise l'humiliation...

« *They're eating the dogs ! They're eating the cats !* »¹

Quand j'ai déposé ces phrases sur le papier, la carte du résultat des élections nord-américaines ne s'était pas encore colorée de rouge. Je comptais m'en servir comme d'une mauvaise blague, mais elle a tourné au vinaigre. Rhétorique d'un discours qui fait ses preuves : profits à tout prix, déportements massifs de migrants, âge d'or des énergies fossiles, grossièreté et mensonges éhontés en prime. Encore un bandit légal² au pouvoir.

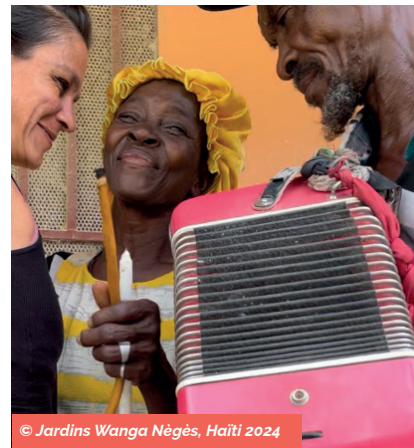
Alors comment vous dire qu'aujourd'hui la 1^{ère} nation noire libre et indépendante de l'histoire, celle qui a battu les armées de Napoléon l'esclavagiste, va disparaître si personne ne fait taire les armes qui nous déchirent les entrailles ? Comment vous transmettre en quelques lignes l'indescriptible beauté de ce pays surnommé la perle des Antilles, la richesse de cette culture qui prend racine aux origines du monde ?

Pourtant les faits ne sont décidément pas de mon côté. Alors que je

1 Donald Trump, faisant référence à la communauté haïtienne de Springfield dans l'Ohio.

2 Référence à Michel Martelly, chanteur et ancien président d'Haïti de 2011 à 2016, autoproclamé bandit légal, sanctionné en août 2024 par les USA pour trafic de drogue.

cherche à déposer le chatolement d'un bougainvillier par écrit, les centaines de gangs surarmés qui contrôlent 80% de la capitale et une partie du pays sèment le chaos dans Port-au-Prince, entraînant l'arrêt de l'aide humanitaire des Nations Unies jusqu'à nouvel ordre.



En 2024, plus de 5'000 personnes ont été tuées, et des centaines de milliers ont dû quitter leur maison pour échapper à la furie meurtrière. La moitié de la population se retrouve en situation d'insécurité alimentaire aiguë. Si les mains qui actionnent les gâchettes sont en Haïti, c'est bien au Nord que les canons et les munitions sont fabriqués, soutenant particulièrement l'effort du « Make America Great Again », arrivant comme par magie dans un pays pourtant sous embargo sur l'armement depuis des décennies. Mais la violence ne s'arrête pas là. Elle entaille plus profondément encore la chair du peuple, se servant du corps des femmes et des filles pour faire du viol une arme de terreur. La violence sexiste ne connaît pas la distinction entre le Nord et le Sud, elle suit les modèles sociétaux patriarcaux.

Les symptômes du Sud ne sont-ils pas les conséquences de nos actes au Nord ? Alors qu'en est-il ? Si le vernis s'est déjà fissuré, le décapage va s'accélérer. Tout est lié. Si c'est ainsi, alors cela signifie que nous pouvons tous participer à cette grande danse, à nous décider quelle saveur nous souhaitons y ajouter.

A chaque crépuscule, nous continuerons d'attendre ceux qui rallument les étoiles, celles qui éclairent notre folie, et nous continuerons à construire un autre monde. Pour Haïti, pour Gaza, un monde pour toutes les couleurs de l'arc en ciel, rempli d'équité, de respect et de paix.

Sophie Paychère
volontaire auprès de Jardins Wanga Nègès

Ouganda

« La vie dans la rue »

L'histoire résumée d'innombrables enfants dépendant de la rue à Gulu

Comment en sommes-nous arrivés là ?

La ville de Gulu en Ouganda fait face à une augmentation alarmante du nombre d'enfants dépendant de la rue pour survivre, avec des enfants de plus en plus jeunes ; certains n'ayant que 7 ans. Ce phénomène, particulièrement inquiétant, s'est accéléré ces deux dernières années. Surnommés «Aguu», ces enfants sont stigmatisés par la population qui les considère comme des voyous dangereux et peu fiables. Cette détérioration rapide de la situation trouve ses racines dans plusieurs facteurs qui, conjugués, créent une tempête parfaite.

Premièrement, l'impact économique dévastateur de la pandémie de Covid-19 sur les moyens de subsistance des communautés a porté un coup dur aux familles déjà vulnérables. Deuxièmement, la fermeture prolongée des écoles a laissé de nombreux enfants désœuvrés, les poussant progressivement vers l'abandon scolaire. Pour certains, la rue commence comme une simple curiosité d'explorer de nouveaux environnements, puis se transforme rapidement en une nécessité pour leur survie. À cela s'ajoute une urbanisation galopante qui fait grimper le coût de la vie, rendant le quotidien toujours plus difficile pour les familles modestes et poussant davantage d'enfants dans la précarité.



©Hashtag Gulu, Ouganda, 2024

Une situation qui s'aggrave

Le contexte se détériore progressivement en raison des séquelles toujours vivaces de la guerre qui a ravagé le nord de l'Ouganda pendant deux décennies. Le conflit avec l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA) a profondément bouleversé le tissu social traditionnel. Dans la société patriarcale Acholi, où le père détermine l'identité des enfants et leur accès aux ressources familiales, la perte des repères culturels a des conséquences désastreuses.

Sans éducation adéquate ni compétences de vie essentielles, de plus en plus de jeunes se retrouvent déracinés, dépendant de l'aide humanitaire et alimentant ainsi un cercle vicieux de précarité.

La situation des filles est particulièrement préoccupante et ne cesse d'empirer. Dans une société marquée par un taux élevé de violences basées sur le genre, elles sont doublement victimes. Exposées aux abus physiques et sexuels, au harcèlement et à l'exploitation, elles sont nombreuses à souffrir de graves blessures, de grossesses non désirées et de maladies sexuellement transmissibles. L'accès aux soins leur est souvent refusé, tant par manque de moyens que par peur d'être stigmatisées. Cette vulnérabilité accrue des filles représente l'une des facettes les plus alarmantes de la dégradation générale de la situation.

Les défis à relever

Malgré l'existence de programmes d'aide proposant un soutien psychosocial, des activités artistiques et sportives, des services de santé et des formations professionnelles, les lacunes persistent et la situation continue de se dégrader. Le nombre croissant d'enfants dépendant de la rue pour survivre s'accompagne d'une diminution de la tolérance communautaire à leur égard, créant un cercle vicieux d'exclusion.

Les défis actuels sont nombreux et s'accumulent : absence de foyers de transition pour préparer la réinsertion, soutien familial limité après le retour des enfants, manque de programmes adaptés pour les plus jeunes, et formations professionnelles trop théoriques sans réelle opportunité d'apprentissage. La coordination insuffisante entre les organisations complique davantage la mise en place de solutions durables. Les programmes existants, bien qu'utiles, peinent à suivre l'augmentation constante du nombre d'enfants ayant besoin d'aide.

Face à cette détérioration continue, il devient urgent de repenser les interventions. Une meilleure coordination entre acteurs, le développement de programmes plus complets et un engagement plus profond des parties prenantes sont essentiels pour inverser cette tendance inquiétante. Sans une action concertée et rapide, la situation risque de continuer à se dégrader, compromettant l'avenir d'un nombre croissant d'enfants dans la région de Gulu.

*Sharon Awor, coordinatrice locale d'Eirene Suisse
et Michael Ojok, directeur de Hashtag Gulu Initiative*

Salvador

« Le Salvador, un État de droit fragilisé »



Le Salvador traverse actuellement une période marquée par une série de changements politiques, économiques et sociaux. Le président actuel, Nayib Bukele, qui a pris ses fonctions en 2019, a lancé plusieurs réformes, dont l'adoption du Bitcoin comme monnaie légale en 2021, une décision qui a attiré l'attention internationale. Dans le domaine de la sécurité, son gouvernement a mis en place des politiques drastiques visant à lutter contre la criminalité, tels qu'un État d'urgence prolongé et des déploiements militaires dans les zones où les violences de gangs faisaient rage.

Le pays fait face à des défis économiques, notamment en raison de la pandémie de COVID-19 et de la situation financière mondiale. Toutefois, il bénéficie d'une croissance modeste et de soutiens internationaux pour certains projets d'infrastructure. Les inégalités économiques et sociales restent des questions sensibles, avec des disparités notables entre les zones urbaines et rurales.

La situation politique est marquée par une forte polarisation, avec un soutien populaire important pour le président, mais aussi des critiques de la part de certains secteurs de la société et de la communauté internationale, notamment en ce qui concerne la gestion de l'État de droit et la séparation des pouvoirs.

Droits humains et sécurité

Le contexte des droits humains au Salvador a évolué ces dernières années, notamment sous le gouvernement de Nayib Bukele. Si le pays a enregistré certains progrès en matière de sécurité publique, il existe des préoccupations croissantes concernant les droits fondamentaux et la protection des libertés individuelles.

Les mesures radicales pour lutter contre les violences liées aux

gangs ont entraîné des arrestations massives de personnes soupçonnées de liens avec des groupes criminels, souvent sans preuves suffisantes. Les défenseurs des droits humains ont exprimé des inquiétudes sur des abus potentiels, tels que des détentions arbitraires, des violences policières et des conditions de détention inhumaines. Des rapports de violations des droits des détenus, notamment des mauvais traitements et du manque d'accès à un procès équitable, ont été signalés par des organisations telles qu'Amnesty International et Human Rights Watch.

Droits environnementaux et politiques

Le dernier message de Nayib Bukele concernant la gestion des ressources minières semble effectivement en contradiction avec la loi sur l'interdiction de l'exploitation minière, adoptée en 2017 par l'Assemblée législative du Salvador, qui interdit l'exploitation minière à des fins métallurgiques dans le pays. Bukele met en avant la nécessité de stimuler l'économie du pays, de moderniser le secteur minier, et de trouver un équilibre entre développement économique et protection environnementale, tout en cherchant à répondre aux défis internes et externes du Salvador. Cependant, cette position demeure controversée, car elle entre en contradiction avec les engagements précédents et soulève des préoccupations parmi les défenseurs de l'environnement.

Actuellement, le cas emblématique des cinq leaders communautaires de Santa Marta, accusés sans preuves par les autorités de l'assassinat d'une femme en 1989 révèle la complexité des conflits autour de la protection de l'environnement et des droits des communautés. Cet événement met également en lumière les difficultés auxquelles les défenseurs des droits humains et environnementaux sont confrontés dans des contextes de vulnérabilité socio-économique et de pression sur les ressources naturelles, et soulève les préoccupations actuelles quant à l'indépendance du système judiciaire.

En résumé, bien que le Salvador progresse dans certains domaines économiques et sécuritaires, la situation des droits humains demeure fragile, et les initiatives gouvernementales dans le domaine de la paix et de la sécurité suscitent des interrogations sur leur impact à long terme sur les libertés et les droits des individus.

Olaya Lavilla

chargée de programme Amérique centrale

Journal adressé aux sympathisant·e-s de l'Association Eirene Suisse

Faire un don :



Correspondance :
Rue des Côtes-de-Montbenon 28
1003 Lausanne
022 321 85 56
info@eirenesuisse.ch
www.eirenesuisse.ch

Versements :
Association Eirene Suisse
1213 Onex
CCP : 23-5046-2
SWIFT/BIC : POFICHBEXXX
IBAN : CH93 0900 0000 2300 5046 2

Rédaction : René Longet,
Sharon Awor, Michael Ojok,
Sophie Paychère et Olaya Lavilla
Relecture : P. Saillen, A. Bolocan, O. Lavilla
Mise en page : A. Bolocan, P. Saillen

Imprimé en Suisse par

Imprimerie CIC
Avenue du Gd-St-Bernard 50b
1920 Martigny
027 722 39 22
info@imprimeriecic.ch
www.imprimeriecic.ch